

TABLE DES MATIÈRES

4	AVANT-PROPOS
6	INTRODUCTION
8	ACTIVITÉS DE GARANTIE
18	ASSISTANCE TECHNIQUE ET SERVICES DE CONSEIL
18	Service juridique
18	Services de promotion de l'investissement
29	L'AVENIR
30	ANNEXES:
30	I. États africains membres de MIGA
31	II. MIGA : Principaux points de contact pour l'Afrique



AVANT-PROPOS

À bien des égards, l'Afrique ne ressemble plus guère à ce qu'elle était dans les années 80. Pour la première fois depuis une génération, beaucoup de pays témoignent d'évolutions encourageantes sur le front économique, grâce à la mise en œuvre de meilleures politiques économiques, accompagnée de progrès réguliers vers la mise en place d'institutions respectueuses des règles et de modes de gouvernement participatifs et favorables à l'instauration d'un consensus entre l'État et la société civile. Le nombre des conflits de grande envergure a diminué, et plus de 40 pays ont, à divers degrés, accru la libéralisation de leur vie politique.

L'émergence d'un secteur privé africain et le développement de son activité sont une preuve supplémentaire de l'amélioration du climat des affaires. Un nombre croissant de gouvernements africains sont résolus à faire du secteur privé le moteur de la croissance et un nombre grandissant d'opérations de privatisation encouragent la concurrence sur les marchés africains.

Cependant, la renaissance économique des années 90 met également en évidence les défis auxquels les pays africains se trouvent encore confrontés : insuffisance des équipements de base ; faiblesse des taux d'épargne ; inadéquation des systèmes financiers ; et segmentation de l'activité économique.

Pour aider l'Afrique à relever ces défis, MIGA continue à faire une place particulière à l'Afrique dans ses activités de garantie et d'assistance technique. Le présent document retrace les opérations de MIGA en Afrique depuis la création de l'Agence en 1988 et indique ce qu'elle entend faire dans les années à venir pour promouvoir le développement du continent.

La création de MIGA visait à compléter l'action de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de la Société financière internationale (SFI) et à fournir au plan mondial des services similaires à ceux des programmes nationaux d'assurance des investissements. Au sein du Groupe de la Banque mondiale, MIGA a pour mandat de protéger contre les risques politiques les investisseurs privés qui s'intéressent aux opportunités offertes par l'Afrique et les autres régions de développement mais qui craignent de s'exposer à des risques politiques. Par son rôle de catalyseur, le programme de garantie de MIGA constitue un moyen important d'aider l'Afrique à attirer des investissements directs. Depuis sa création, l'Agence a émis 62 contrats de garantie pour des projets réalisés en Afrique, facilitant ainsi l'apport d'investissements directs étrangers d'un montant estimé à quelque 3,7 milliards de dollars.

L'Agence fournit aussi des services d'assistance technique pour promouvoir l'apport d'investissements directs étrangers par le renforcement de l'aptitude des organismes de la région à attirer des investissements durables et par la diffusion d'informations sur le cadre de l'activité économique et sur les possibilités d'investissement. Le présent document illustre les activités novatrices mises en place par le service de MIGA chargé de la promotion de l'investissement, comme le programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE. En outre, MIGA met son expertise juridique au service de la recherche de solutions aux problèmes liés à l'investissement en Afrique en s'employant à faciliter le règlement des différends.

En mettant en œuvre des approches novatrices pour la mobilisation d'investissements directs étrangers, et en fournissant des services de garanties, de l'assistance technique et des conseils, MIGA entend contribuer efficacement à la croissance des économies africaines dans les années à venir.

Motomichi Ikawa
Vice-président exécutif

INTRODUCTION

L'Afrique nouvelle

Depuis le début des années 90, de nombreux gouvernements africains s'emploient à améliorer le cadre de l'investissement direct étranger (IDE) dans leur propre pays et/ou région. Ils ont notamment engagé des réformes économiques, visant en particulier à promouvoir le secteur privé, et cherché à améliorer le cadre réglementaire.

Réformes économiques : la plupart des pays ont mis en œuvre des politiques de stabilisation en améliorant leurs politiques monétaires, notamment par la dévaluation de leur monnaie lorsque celle-ci était surévaluée. Beaucoup sont parvenus à réduire l'inflation et le déficit des finances publiques qui caractérisaient les décennies antérieures. Ils sont aussi de plus en plus nombreux à avoir libéralisé le régime du commerce extérieur. Ces réformes visent notamment à donner un nouveau rôle au secteur privé et à désengager progressivement l'État des activités de production. Dans certains cas, d'ambitieux programmes de privatisation ont attiré un volume important d'investissements directs étrangers.

Réforme de la réglementation : les lois et règles régissant la convertibilité des monnaies nationales en devises fortes et leur transfert hors d'Afrique ont été améliorées. La plupart des pays ont pris les mesures réglementaires nécessaires pour autoriser et faciliter le rapatriement du produit des investissements. Beaucoup ont officiellement institué une série de mesures d'incitation en faveur des investisseurs étrangers. Ils sont aussi plus nombreux à adhérer aux divers traités internationaux sur le règlement des différends relatifs aux investissements. Il reste beaucoup à faire, mais, dans l'ensemble, le cadre juridique et réglementaire des pays africains devient progressivement plus accueillant pour les investisseurs étrangers.

Ces évolutions positives modifient l'image du continent. L'Afrique nouvelle offre aux investisseurs étrangers plus de possibilités d'investissement et des rendements souvent bien plus élevés que dans d'autres régions du monde.

Partenariat pour l'investissement

L'aide que MIGA veut apporter à la nouvelle Afrique s'ordonne autour de deux axes principaux : 1) en assurant leurs investissements contre les risques politiques, MIGA donne aux investisseurs étrangers plus de certitude que leurs droits seront respectés ; et 2) en leur fournissant toute une gamme de services d'assistance technique et de conseil juridique, MIGA aide ses 42 États membres en Afrique à attirer plus d'investisseurs étrangers.

MIGA a beaucoup fait pour encourager l'apport d'IDE à l'Afrique. Sa première opération de garantie pour un projet en Afrique remonte à 1991¹. Les 62 garanties émises depuis au profit de 19 pays africains représentent 396 millions de dollars et le total des projets d'investissements couverts en tout ou partie s'élève à près de 3,7 milliards de dollars². Au fil

1. Bien que MIGA ait été créée en avril 1988, ce n'est qu'en 1991–1992 qu'elle a atteint la « masse critique » — le nombre des États membres est alors passé à une centaine et les activités de garantie ont commencé à se développer rapidement.

2. Sauf indication contraire, les chiffres donnés sont libellés en dollars des États-Unis.

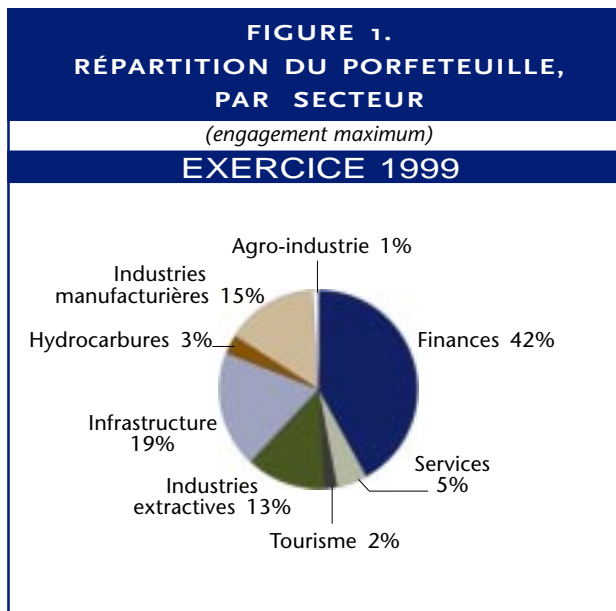
des années, ces investissements ont fortement contribué au développement, notamment par la création d'emplois, la mise en place de programmes éducatifs et médicaux, et le transfert de compétences de gestion et de savoir technologique aux pays d'accueil.

L'Agence s'est efforcée de diversifier la répartition nationale et sectorielle de son portefeuille de garanties afin d'assurer une meilleure gestion des risques et d'élargir la portée régionale de sa contribution au développement. Les industries extractives viennent au premier rang, suivies des secteurs des hydrocarbures, des services financiers, de l'agro-industrie, du commerce de détail et des services, du tourisme, des télécommunications et des industries manufacturières.

Durant l'exercice 99, MIGA a couvert des investissements dans l'agro-industrie, les industries manufacturières et les services non financiers, les télécommunications, et le tourisme.

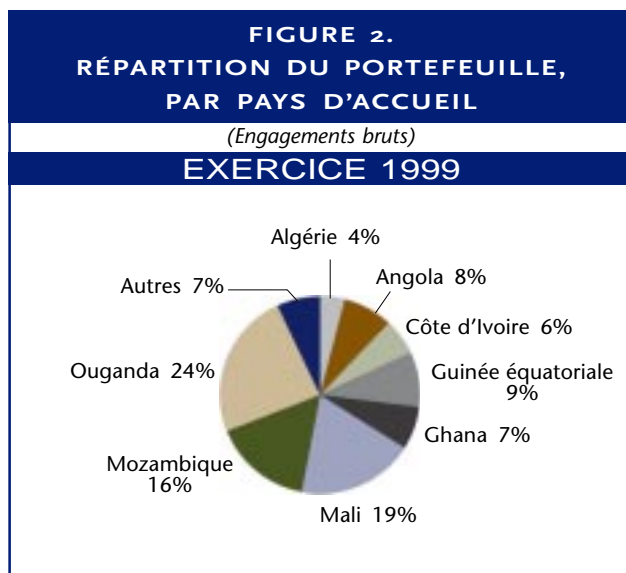
Les pays africains ont bénéficié de plus de la moitié des activités d'assistance technique du Bureau des services de promotion de l'investissement. Ce Bureau a apporté une aide directe à plus de 45 pays africains, par l'organisation de conférences de promotion de l'investissement, de séminaires à l'intention des dirigeants d'organismes de promotion de l'investissement, de programmes de formation, d'ateliers sur les stratégies de promotion, et de missions d'investissement. Il continue de jouer un rôle très actif dans la production et la diffusion d'informations sur les conditions et les possibilités d'investissement en Afrique, dans le cadre de ses services en ligne « IPAnet » et « PrivatizationLink ».

Son programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE permet à MIGA de porter une attention particulière au renforcement des capacités, en mettant la technologie au service de la promotion de l'investissement. La clientèle à laquelle s'adresse ce type d'appui ne cesse de se diversifier : ministères sectoriels, associations professionnelles, chambres de commerce, organismes publics traditionnels de promotion de l'investissement et organismes de promotion du secteur privé. Les efforts de l'Agence viennent s'ajouter et sont coordonnés avec les activités d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, comme la Société financière internationale et l'Institut de la Banque mondiale (ex-Institut de développement économique) et à celles des bureaux extérieurs de la Banque. Enfin, MIGA continue à entretenir des liens de collaboration et de coopération avec d'autres organismes, en particulier ceux qui sont basés en Afrique et qui sont gérés pour l'essentiel par Africains.



ACTIVITÉS DE GARANTIE

Au fil des années, MIGA a contribué à stimuler l'intérêt porté par les investisseurs à l'Afrique. Depuis 1991, elle a émis des garanties totalisant environ 396 millions de dollars, facilitant ainsi plus de 3,7 milliards de dollars d'investissements étrangers dans 19 pays africains. Au 30 juin



1999, elle a émis 62 contrats de garantie appuyant des investissements étrangers en Afrique du Sud (finances et industries manufacturières), en Algérie (hydrocarbures), en Angola (industries manufacturières et services non financiers), au Cameroun (agro-industrie), au Cap-Vert (industries extractives), en Côte d'Ivoire (agro-industrie), en Égypte (industries manufacturières), au Ghana (services non financiers), en Guinée (agro-industrie), en Guinée équatoriale (hydrocarbures), au Kenya (services), à Madagascar (tourisme), au Mali (industries extractives), au Maroc (finances), au Mozambique (industries manufacturières et tourisme), en Ouganda (agro-industrie, industries manufacturières, industries extractives et télécommunications) en Tanzanie

(finances, industries manufacturières et télécommunications), en Tunisie (hydrocarbures), et en Zambie (industries manufacturières).

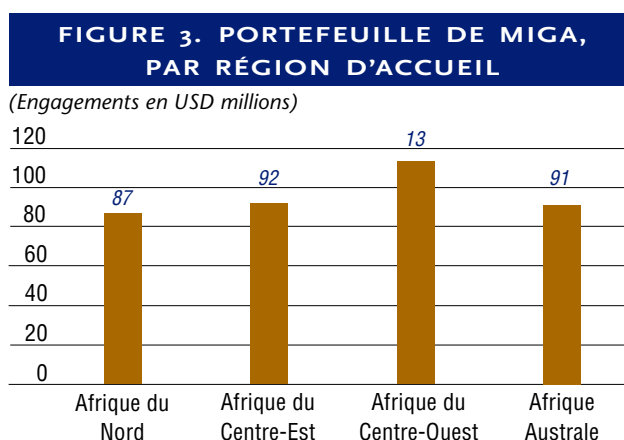
L'Afrique représente environ 8 % des engagements globaux de MIGA. Le plafond net des engagements de l'Agence est de 200 millions de dollars par projet et de 620 millions de dollars par pays. Globalement, il reste donc à MIGA une large marge de manœuvre permettant de garantir de substantiels investissements supplémentaires dans tout pays d'Afrique. En outre, l'avenir semble favorable au développement de ses activités de garantie en Afrique. Douze demandes définitives sont à l'étude ; elles concernent neuf pays d'accueil africains et pourraient être à l'origine d'engagements supplémentaires supérieurs à 300 millions de dollars pour l'année fiscale 2000. Ces chiffres annoncent une augmentation sensible des activités de garantie de MIGA à l'appui de l'Afrique dans les années à venir.

Durant le premier semestre de 1998, sa volonté d'aider l'Afrique a conduit MIGA à envoyer des membres de son personnel dans plusieurs pays, dont le Bénin, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Kenya, le Sénégal, le Togo et la Zambie, où ils ont pris contact avec des banques, des entreprises commerciales étrangères, des organismes publics et des institutions multilatérales (Banque africaine de développement et CEDEAO) souhaitant développer leurs opérations dans ces pays. En outre, du 19 octobre au 5 novembre 1998, MIGA a ouvert un bureau temporaire à Johannesburg dans les locaux de la Société financière internationale. Important pôle économique régional, cette ville avait été considérée comme un lieu d'accueil idéal pour ce type d'activités. À partir de ce centre régional, les services de MIGA ont également rendu visite à des organismes privés et publics au Botswana, au Mozambique, en Namibie, au Swaziland et en Tanzanie. L'objectif des bureaux temporaires est de renforcer les relations établies avec les clients actuels et d'élargir les contacts de MIGA avec d'autres sociétés et institutions financières prévoyant d'investir en Afrique. Le personnel de MIGA a organisé un séminaire à Johannesburg au cours duquel il a présenté, avec la Credit Guarantee and Insurance Corpora-

tion of South Africa et l'Industrial Development Corporation, le projet de 1,3 milliard de dollars visant à la construction d'une fonderie d'aluminium au Mozambique (MOZAL). Plus de 50 représentants de sociétés et d'institutions financières d'Afrique du Sud, de l'île Maurice et du Mozambique ont assisté à ce séminaire. En outre, le personnel de MIGA a rencontré individuellement une centaine de représentants d'entités privées et publiques.

ACTIVITÉS DE GARANTIE PAR RÉGION

La section ci-après donne une idée de la diversité du portefeuille de MIGA en Afrique. Elle récapitule les contrats de garantie émis pour appuyer des investissements dans les différents secteurs et pays, et présente brièvement certains projets marquants dans les différentes régions d'Afrique.



Afrique du Nord

Dans cette région, qui comprend l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, MIGA a émis quatre contrats de garantie. Les secteurs concernés sont ceux des services financiers, des industries manufacturières et des hydrocarbures.

✦ Tunisie

British Gas Plc.

MIGA a garanti à hauteur de 64,8 millions de dollars, dont 14,9 millions de dollars réassurés par l'Export Credits Guarantee Department (ECGD) du Royaume-Uni, le prêt accordé par la société British Gas Plc. pour la mise en valeur d'un gisement de gaz en Tunisie. Cette opération est la première de MIGA en Tunisie, la première également pour le secteur gazier, ainsi que la première à donner lieu à un accord de réassurance avec ECGD. Le projet consiste en la construction et l'exploitation de plate-formes en mer pour l'exploitation du gisement de Miskar, d'un gazoduc sous-marin et d'une usine de traitement du gaz naturel à terre. Ce gisement devrait fournir environ 90 % de la production nationale de gaz.

L'entreprise responsable du projet, British Gas Tunisia Ltd., est une filiale à 100 % de la société British Gas Plc. Elle devrait employer 255 Tunisiens et organiser de nombreuses activités de formation en matière d'exploitation, de sûreté, d'environnement et de sécurité. MIGA couvre les risques de transfert, d'expropriation, de troubles civils et de conflits armés³.

3. Les références visent les Rapports annuels de MIGA.

✦ Algérie

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total⁴</i>
Compañía Española de Seguros de Crédito a la Exportación S.A.	Espagne	USD 10 000 000	Hydrocarbures	USD 240 000 000
TOTAL		USD 10 000 000		USD 240 000 000

✦ Égypte

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Harsco FDI Corporation	États-Unis	USD 2 236 494	Ind. manif.	USD 1 755 000
TOTAL		USD 2 236 494		USD 1 755 000

✦ Maroc

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Banco Exterior de España	Espagne	USD 9 900 000	Finances	USD 10 000 000
TOTAL		USD 9 900 000		USD 10 000 000

✦ Tunisie

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
British Gas PLC	Royaume-Uni	USD 65 000 000	Hydrocarbures	USD 627 000 000
Réassurance ECGD		USD 14 956 000		
TOTAL		USD 65 000 000		USD 627 000 000

Afrique du Centre-Est

Pour cette région qui comprend le Burundi, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Maurice, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, le Soudan et la Tanzanie, MIGA a émis 22 contrats de garantie couvrant les secteurs de l'agro-industrie, des industries manufacturières, des industries extractives, des services non financiers et des télécommunications.

✦ Ouganda

Starlight Telecommunications Limited, Llc.

Par l'émission de contrats de garantie distincts totalisant 2,6 millions de dollars, MIGA a couvert l'apport en fonds propres et le prêt accordé par les actionnaires de Starlight Telecommunications Limited (STL) en vue de la mise en place d'un réseau de téléphones à prépaiement et

4. Les chiffres de ces tableaux indiquent le montant total des IDE. La différence entre ces chiffres et le montant total des investissements dans le projet tient à ce que ce dernier comprend aussi les IDE non couverts par MIGA et les investissements locaux. Le montant des IDE indiqué se réfère à l'ensemble du projet. (MIGA peut avoir accordé sa garantie à un seul ou à plusieurs des investisseurs participant au projet ; cependant, les tableaux reflètent uniquement les investissements étrangers nouveaux ou additionnels).

d'un système de radio mobile, de liaisons phoniques privées et de communication de données. Le projet appartient pour 70 % à STL et pour 30 % à des nationaux ougandais. La prise de participation de STL est couverte contre les risques de transfert, de conflits armés et de troubles civils.

Le réseau faisant l'objet du projet, Starlight Communications Uganda Limited (STARCOM), comprendra l'installation de 200 téléphones à prépaiement à Kampala, Kabale, Masaka et Mbarara. La technique satellitaire retenue implique l'installation de stations terrestres, de matériel de transmission, de stations centrales et de matériel de commutation.

Le projet aura un impact substantiel sur l'économie locale. Il emploiera environ 60 Ougandais, qui recevront une formation à la manipulation du matériel, au travail de réparation sur le terrain et à la gestion des opérations. L'amélioration de l'accès au réseau de télécommunications profitera aux particuliers, aux entreprises locales, aux services médicaux et à d'autres services publics d'urgence.



Antenne parabolique du projet STARCOM en Ouganda.

❖ Kenya

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
The Mersey Docks and Harbour Company	Royaume-Uni	USD 4 700 000	Infrastructure	USD 25 500 000
TOTAL		USD 4 700 000		USD 25 500 000

❖ Tanzanie

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Wilken Croup Limited	Royaume-Uni	USD 202 520	Télécom	USD 432 214
Wilken Group Limited	Royaume-Uni	USD 227 859	Télécom	–
Standard Chartered Bank Africa plc	Royaume-Uni	USD 8 307 692	Finances	USD 3 076 923
Avon Cycles Limited	Inde	USD 714 286	Ind. manif.	USD 2 508 707
Kintbury FDIs Limited/	Royaume-Uni	USD 1 575 000	Télécom	USD 13 900 000
Meece International Company Limited	Royaume-Uni	USD 1 575 000	Télécom	–
		USD 12 602 357		USD 19 917 844

✚ Ouganda

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Compagnie Minière Int'l Or S.A.	France	USD 5 000 000	Ind. extractives	USD 41 100 000
Société d'Études, Recherches & Expl. Minières	France	USD 3 600 000	Ind. extractives	–
La Source	France	USD 5 000 000	Ind. extractives	–
France Commodities S.A.	France	USD 1 300 000	Ind. manif.	USD 2 100 000
France Commodities S.A.	France	USD 405 000	Ind. manif.	–
Starlight Telecommunications Ltd. L.L.C.	États-Unis	USD 1 000 000	Infrastructure	USD 2 000 000
Starlight Telecommunications Ltd. L.L.C.	États-Unis	USD 1 620 000	Infrastructure	USD 1 000 000
Clovergem AG	Suisse	USD 5 375 700	Agro-industrie	USD 5 612 000
Wilken Group Ltd.	Royaume-Uni	USD 425 250	Infrastructure	USD 1 008 501
Wilken Group Ltd.	Royaume-Uni	USD 557 945	Infrastructure	–
Banff Resources Ltd. et La Source SAS	Canada/France	USD 47 480 000	Ind. extractives	USD 46 400 000
Banff Resources Ltd.	Canada	USD 1 908 020	Ind. extractives	–
Tilda Holdings (Africa) Limited	Royaume-Uni	USD 450 000	Agro-industrie	USD 5 800 000
Tilda Holdings (Africa) Limited	Royaume-Uni	USD 3 000 000	Agro-industrie	–
Afriproduce Limited	Iles Vierges britanniques	USD 133 650	Agro-industrie	USD 5 675 000
Afriproduce Limited	Iles Vierges britanniques	USD 6 331 785	Agro-industrie	–
TOTAL		USD 84 187 350		USD 105 645 501

Afrique du Centre-Ouest

Pour cette région, qui comprend le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, la République centrafricaine, la République du Congo (Brazzaville), la République démocratique du Congo (Kinshasa), São Tomé, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo, MIGA a émis 22 contrats de garantie. Les secteurs concernés sont les suivants : agro-industrie, industries manufacturières, industries extractives, hydrocarbures et services non financiers.

✦ Guinée

Société de promotion financière et d'investissement S.A.

Agro-industrial Investment and Development, S.A.

Promofin Outremer, S.A.

Faisal Finance, S.A.

Banque belgolaise, S.A.

Crédit Lyonnais Belgique, S.A.

MIGA a délivré ses premières garanties en Guinée à la Société de promotion financière et d'investissement (Luxembourg), à la société Agro-Industrial Investment and Development (Suisse) et à la société Promofin Outremer (Luxembourg) pour couvrir leurs investissements (prises de participation et prêts) dans la construction et l'exploitation d'une minoterie moderne à Dubreka. En outre, MIGA couvre les prêts accordés par Faisal Finance (Suisse) et deux banques belges (Banque Belgolaise et Crédit Lyonnais Belgique) contre les risques d'expropriation, de conflits armés et de troubles civils. Au total, les garanties émises par MIGA pour ce projet s'élèvent à 8,3 millions de dollars.

La Société des Grands Moulins de Guinée S.A., l'entreprise du projet, appartient pour 21 % à des intérêts locaux privés. Au départ, elle pourra produire 170 tonnes de farine et de son de blé par jour. Elle exportera immédiatement sa production de son, mais elle réservera sa production de farine au marché local et ne commencera à l'exporter vers les pays voisins qu'après avoir accru sa capacité. La farine produite par cette minoterie sera plus fraîche, de meilleure qualité et nettement moins chère que la farine importée. Les distributeurs et les utilisateurs locaux gagneront à la disponibilité d'une source locale d'approvisionnement en farines de haute qualité.

En lui permettant de remplacer des importations et de développer ses ventes à l'étranger, le projet devrait assurer au pays des recettes en devises d'un montant net de 1,4 million de dollars. Il aura en outre pour avantage de diversifier l'activité économique, qui est encore fortement tributaire du secteur minier. La Guinée bénéficiera en outre du transfert de technologies modernes et de meilleures techniques de contrôle de la qualité pour la fabrication de farines. Le projet emploiera environ 70 Guinéens, qui recevront une formation administrative et technique. De plus, il parrainera des programmes de formation universitaire et des manifestations à l'intention de la communauté locale.



Chargement de sacs de farine pour livraison aux distributeurs locaux.

✦ Cameroun

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Société Internationale de Plantations	France	USD 370 307	Agro-industrie	USD 5 637 410
TOTAL		USD 370 307		USD 5 637 410

✦ Cap-Vert

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Secil - Companhia Geral de Cal e Climento, S.A.	Portugal	USD 540 000	Ind. extractives	–
Sociedade de Empreitadas Adriano, S.A.	Portugal	USD 660 000	Ind. extractives	–
Secil - Companhia Geral de Cal e Climento, S.A.	Portugal	USD 540 000	Ind. extractives	–
Sociedade de Empreitadas Adriano, S.A.	Portugal	USD 660 000	Ind. extractives	–
TOTAL		USD 2 400 000		USD 1 709 000

✦ Côte d'Ivoire

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Touton S.A.	Royaume-Uni	USD 2 619 725	Agro-industrie	USD 8 320 820
Touton S.A.	Royaume-Uni	USD 13 753 556	Agro-industrie	
TOTAL		USD 16 373 281		USD 8 320 820

✦ Guinée équatoriale

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
UMC Equatorial Guinea Corporation	États-Unis	USD 24 000 000	Hydrocarbures	USD 999 950 000
TOTAL		USD 24 000 000		USD 999 950 000

✦ Ghana

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
GSM Gold Limited	Luxembourg	USD 9 850 000	Ind. extractives	USD 71 600 000
Unatrac International Co.-S.A.E.	Égypte	USD 1 350 000	Services	USD 20 000 000
Unatrac International Co.-S.A.E.	Égypte	USD 14 400 000	Services	–
Unatrac International Co.-S.A.E.	Égypte	USD 2 250 000	Services	–
TOTAL		USD 27 850 000		USD 91 600 000

✦ Guinée

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Soc. de Promotion Fin. et Inv. S.A.	Luxembourg	USD 1 755 431	Agro-industrie	–
Soc. de Promotion Fin. et Inv. S.A.	Luxembourg	USD 303 676	Agro-industrie	–
Agro-Industrial Invest. & Development S.A.	Suisse	USD 239 517	Agro-industrie	–
Agro-Industrial Invest. & Development S.A.	Suisse	USD 39 227	Agro-industrie	–
Promofin Outremer S.A.	Luxembourg	USD 106 452	Agro-industrie	–
Promofin Outremer S.A.	Luxembourg	USD 17 537	Agro-industrie	–
Faisal Finance (Suisse) S.A.	Suisse	USD 2 786 919	Agro-industrie	–
Banque Belgo-lorraine S.A.	Belgique	USD 1 500 000	Agro-industrie	–
Crédit Lyonnais Belgique S.A.	Belgique	USD 1 600 000	Agro-industrie	–
TOTAL		USD 8 348 759		USD10 133 387

Afrique australe

Pour cette région, qui comprend l’Afrique du Sud, l’Angola, le Botswana, les Comores, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe, MIGA a émis 14 contrats de garantie. Les secteurs concernés sont les suivants : services financiers, industries manufacturières et tourisme.

En outre, MIGA travaille avec d’autres institutions du Groupe de la Banque mondiale et avec le gouvernement tanzanien pour la mise en place, dans le cadre du projet gazier de Songo Songo, d’un Fonds spécial de convertibilité pour assurer aux investisseurs la protection requise dans ce domaine. Il a été proposé d’en confier l’administration à MIGA.

✦ Zambie

Beekay Engineering and Castings Limited (Scaw Limited)

Le premier contrat de garantie de MIGA en Zambie couvre la prise de participation pour 2 millions de dollars d’une société indienne, Beekay Engineering and Castings Limited (BECL) dans la privatisation, la modernisation et l’expansion d’une fonderie dans la ville de Kitwe. La garantie de MIGA couvre, à hauteur de 1,8 million de dollars, les risques de transfert, d’expropriation, de conflits armés et de troubles civils.

La société Scaw Limited (SL), située dans la province de Copperbelt, est l’une des plus grandes fonderies d’Afrique centrale et la seule du pays à produire des moulages et billes d’acier. L’investissement est financé en partie par l’Export-Import Bank of India dont la participation était subordonnée à l’obtention d’une garantie de MIGA.

Le projet aura un impact substantiel sur le développement. BECL rationalisera l’exploitation de l’usine, ce qui aura pour effet d’abaisser les prix, d’améliorer la qualité des

produits, d'accroître la production et d'assurer un approvisionnement plus régulier. SL prévoit de vendre 20 % de sa production aux sociétés minières d'un pays voisin, la République démocratique du Congo, et à des sociétés locales, comme celle des chemins de fer. Le gouvernement zambien espère réaliser d'importantes économies grâce à la privatisation de l'entreprise du projet. Le personnel de la société SL bénéficiera de nombreuses activités de formation sur place, notamment en matière de prévention des risques et de sécurité.



La garantie de MIGA a été d'une importance cruciale pour faciliter un investissement de 2 millions de dollars dans une fonderie qui est l'une des plus grandes d'Afrique centrale et la seule à produire des boulets d'acier en Zambie.

✦ Mozambique

Industrial Development Corporation of South Africa Limited (Mozambique Aluminium Smelter-Mozal)

MIGA a émis un contrat de garantie de 40 millions de dollars, le premier appuyant un projet au Mozambique, pour couvrir l'Industrial Development Corporation of South Africa Limited contre les risques d'expropriation, de conflits armés et de troubles civils.

Situé près de Maputo, la capitale, le projet est l'un des plus gros investissements étrangers reçus par le Mozambique. Il vise la construction et l'exploitation d'une fonderie dont la production de lingots d'aluminium sera exportée.

Les travailleurs employés par le projet seront au nombre d'environ 800. Ils seront formés à l'exploitation des chaînes de production et à l'entretien des équipements de la fonderie Hillside de Richards Bay, en Afrique du Sud. Ils bénéficieront en outre de nombreuses prestations, dont la fourniture de logements modernes.

Le projet devrait tripler les recettes d'exportation du pays et ajouter plus de 5 % à son PIB durant les premières années d'exploitation. Il contribuera également au développement de l'infrastructure dans la sous-région grâce à la construction de routes, à l'amélioration des équipements portuaires, au développement de la production d'électricité et à l'aménagement de systèmes d'approvisionnement en eau, de drainage et d'assainissement.

✦ Angola

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Mr. Jari Peltokangas	Portugal	USD 1 536 563	Ind. manuf.	USD 1 668 000
Vaasan Salppua Oy-Vasa Tval Ab	Finlande	USD 773 437	Ind. manuf.	–
Barlows Tractor International LTD	Royaume-Uni	USD 5 400 000	Ind. manuf.	USD 18 000 000
Barlows Tractor International LTD	Royaume-Uni	USD 13 095 000	Ind. manuf.	–
TOTAL		USD 20 805 000		USD 20 441 437

✦ Madagascar

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total⁵</i>
Savana	France	USD 549 000	Tourisme	–
Savana	France	USD 549 000	Tourisme	–
Savana	France	USD 549 000	Tourisme	–
TOTAL		USD 1 647 000		–

✦ Mali

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Anglogold Limited	Afrique du Sud	USD 50 000 000	Ind. extractives	USD 267 000 000
TOTAL		USD 50 000 000		USD 267 000 000

✦ Mozambique

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Industrial Development Corporation of South Africa Limited	Afrique du Sud	USD 40 000 000	Ind. manif.	USD1 365 000 000
Salvintur-Sociedade de Investimentos Turisticos, S.A.	Portugal	USD 1 350 000	Tourisme	–
Salvintur-Sociedade de Investimentos Turisticos, S.A.	Portugal	USD 1 464 750	Tourisme	USD 9 721 500
TOTAL		USD 42 814 750		USD1 374 721 500

✦ Afrique du Sud

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Habib Bank AG	Suisse	USD 12 300 000	Finances	USD 13 700 000
Multiserv International NV	Pays-Bas	USD 4 500 000	Ind. manif.	–
Multiserv International NV	Pays-Bas	USD 4 000 000	Ind. manif.	USD 5 100 000
TOTAL		USD 20 800 000		USD 18 800 000

✦ Zambie

<i>Investisseur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Montant de la garantie</i>	<i>Secteur</i>	<i>IDE total</i>
Beekay Engineering and Castings Limited	Inde	USD 1 800 000	Ind. manif.	USD 2 000 000
TOTAL		USD 1 800 000		USD 2 000 000

5. À déterminer.

ASSISTANCE TECHNIQUE ET SERVICES DE CONSEIL

MIGA est particulièrement active en Afrique dans le domaine des services d'assistance technique et de conseil, activités que coordonnent le Département juridique et le Bureau des services de promotion de l'investissement.

SERVICE JURIDIQUE

Depuis quelques années, le Département juridique de MIGA est de plus en plus souvent appelé à apporter son concours à l'amélioration du cadre juridique dans les pays d'Afrique qui souhaitent attirer des investissements étrangers. Ses juristes participent régulièrement à l'évaluation du climat du cadre législatif qui sous-tend l'investissement dans les États membres et répondent aux demandes d'assistance se rapportant à l'élaboration des textes législatifs nécessaires pour attirer les investissements étrangers.

L'Article 23 de sa Convention demande à MIGA d'encourager le règlement à l'amiable des différends entre investisseurs et pays d'accueil. Conformément à ce mandat, le Département juridique a récemment entrepris diverses activités de médiation pour lever les obstacles qui entravent les flux d'investissements directs étrangers vers les États membres en développement, notamment parmi les pays africains.

La plus novatrice de ces initiatives a consisté à aider quatre États membres d'Afrique de l'Ouest à délimiter leurs frontières maritimes communes. Diverses activités de médiation plus traditionnelles, comme l'utilisation des bons offices de l'Agence pour désamorcer des différends, ont été menées à bien en Afrique au cours des dernières années et d'autres sont en cours.

En pareils cas, MIGA a pour objectif de minimiser le besoin du recours à un arbitrage formel et le cas échéant, d'éviter des cas de déclaration de sinistre dûs à des risques politiques. Du fait de l'utilité générale de ses services de médiation, MIGA intervient de manière sélective.

Le Département juridique continue également à offrir un programme de formation axé sur le rôle et l'importance des traités d'investissement bilatéraux et multilatéraux. Ses juristes se rendent fréquemment dans la région pour promouvoir la conclusion de nouveaux traités, participer avec le personnel d'autres services de l'Agence à des séminaires et à des conférences sur la promotion et la protection des investissements, et présenter des communications sur des sujets juridiques devant de hauts responsables des États membres.

SERVICES DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

Le Bureau de MIGA chargé des services de promotion de l'investissement complète les activités de garantie et de conseil juridique décrites ci-dessus par la fourniture aux États membres en développement et en transition de conseil, et de l'assistance technique dont ceux-ci peuvent avoir besoin pour renforcer leur aptitude à attirer plus d'investissements directs étrangers productifs.

À ce titre, MIGA contribue au renforcement des capacités des institutions chargées de la promotion et de la facilitation des investissements étrangers et assure la diffusion d'informations sur les possibilités d'investissement et le cadre de l'activité économique dans les États membres en développement. Cette assistance technique s'adresse notamment aux organismes nationaux de promotion de l'investissement, aux organismes de privatisation, aux ministères sectoriels, aux associations professionnelles, aux chambres de commerce, aux

intermédiaires financiers et autres associations publiques et privées chargées d'attirer les investissements directs étrangers.

Durant l'exercice 99, MIGA a cherché en priorité à diversifier et à élargir la portée de ses activités d'assistance technique et de conseil pour aider ses clients à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies efficaces de promotion de l'investissement.

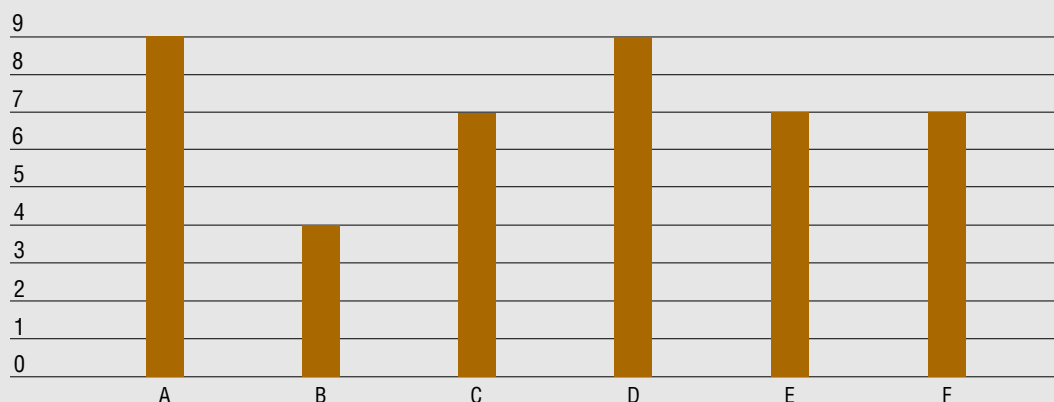
Renforcement des capacités

Face à l'augmentation des demandes d'assistance reçues des États membres, et pour obtenir des résultats durables, MIGA a modifié son approche du renforcement des capacités pour passer d'interventions ponctuelles à la fourniture de divers types d'assistance visant à permettre à ses clients de concevoir et d'exécuter leurs propres stratégies de promotion de l'investissement. Cette nouvelle approche vise à rendre les clients autonomes en leur donnant de meilleurs moyens d'internaliser le savoir. Afin d'associer les clients au diagnostic des lacunes à combler, MIGA a élaboré un nouveau cadre d'évaluation prenant en compte toute la gamme des compétences et des systèmes nécessaires à un effort efficace de promotion de l'investissement. Ce cadre permet de déterminer clairement les points forts et les points faibles de la performance de chaque client et facilite la mise au point de programmes de renforcement des capacités adaptés à sa situation particulière.

MIGA a élaboré un « jeu d'outils » complet et très pratique, lié aux compétences de base du cadre d'évaluation. Une expérience pilote a commencé au cours du quatrième trimestre de l'exercice 99. L'utilisation de ce jeu d'outils permettra de donner un caractère plus durable à l'interaction avec les pays clients et d'élargir la portée du processus de renforcement des capacités. Ce jeu d'outils comprend dix modules de base, dont chacun couvre une fonction ou une activité particulière des organismes de promotion de l'investissement et servira de base aux futurs services de formation et d'assistance technique.

FIGURE 4. NOMBRE D'ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ORGANISÉES EN AFRIQUE PAR LE BUREAU DES SERVICES DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

(par catégorie)



LÉGENDE

- A = Conférences pour les investisseurs
- B = Réunions de dirigeants d'organismes de promotion de l'investissement
- C = Perfectionnement du personnel des organismes de promotion de l'investissement
- D = Ateliers sur les stratégies de promotion/Perfectionnement des cadres
- E = Principes fondamentaux de la promotion de l'investissement (ateliers pour personnel diplomatique ; Séminaires d'information)
- F = Missions d'investissement (internes et externes)

L'aide de MIGA au renforcement des capacités s'appuie sur la préparation d'une évaluation institutionnelle pour déterminer les domaines appelant un perfectionnement des compétences et a pour objectif d'aider les bénéficiaires à améliorer progressivement leur efficacité. Elle peut comporter un ou plusieurs des éléments suivants :

Évaluation des besoins : Ces activités menées en collaboration avec les organismes clients visent à déterminer les domaines dans lesquels ils ont le plus besoin d'aide et de conseils et à sélectionner les services à leur fournir.

Perfectionnement des compétences en matière de promotion de l'investissement : Ces activités sont généralement centrées sur l'élaboration d'une stratégie à long terme de promotion de l'investissement et sur le renforcement de l'aptitude du personnel des organismes à s'acquitter de ses fonctions, comme la gestion des relations avec le client, la fourniture de services aux investisseurs et l'organisation d'actions de promotion.

Principes fondamentaux de la promotion de l'investissement : Ce type d'activité s'adresse non pas à ceux qui travaillent directement pour l'organisme national de promotion de l'investissement, mais aux différentes personnes qui, dans l'exercice d'autres fonctions, contribuent à la promotion du pays (par exemple, le personnel diplomatique). Des ateliers d'une durée d'un jour les initient aux principes fondamentaux de la promotion de l'investissement et aux meilleures pratiques en la matière, tout en leur donnant une idée générale des services de garantie et de promotion de l'investissement offerts par MIGA.

Ateliers d'analyse des stratégies : Il s'agit là de réunions au niveau régional à l'intention des dirigeants des organismes de promotion de l'investissement pour leur donner l'occasion de partager leur expérience et de se tenir au courant des meilleures pratiques internationales.

Ateliers de stratégie sectorielle : Ces activités aident de hauts responsables du secteur public et des associations professionnelles des États membres à mieux comprendre la concurrence dont les investissements font l'objet, les tendances sectorielles qui affectent les investissements potentiels et les facteurs qui déterminent les décisions des investisseurs.

Durant l'exercice 99, en réponse aux demandes reçues d'organismes clients, MIGA a entrepris les activités suivantes en Afrique :

✦ Bénin

En vue de la préparation d'un atelier sur les politiques et stratégies d'investissement, MIGA a envoyé au Bénin, en avril 1999, une mission pour évaluer les principaux organismes et ministères sectoriels chargés d'attirer des investissements directs étrangers (IDE). Il s'agissait de déterminer les domaines dans lesquels le Bénin avait le plus besoin d'aide (par exemple, comment attirer des IDE dans les secteurs prioritaires, à savoir les industries extractives, le tourisme et l'agro-industrie).

✦ Éthiopie

MIGA a mis sur pied un programme diversifié, d'une durée de deux semaines, pour former le personnel de l'Ethiopian Investment Authority (EIA) en décembre 1998. Certaines activités ont été organisées en collaboration avec le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) de la Banque mondiale. MIGA a centré sa composante de renforcement des capacités sur le perfectionnement des compétences en matière de promotion de l'investissement et sur la sensibilisation du personnel d'EIA et d'autres organismes éthiopiens aux éléments qui guident les décisions des investisseurs. À la suite du programme de formation, MIGA a organisé deux

voyages d'études à l'intention de dirigeants de l'EIA qui ont ainsi pu visiter les organismes de promotion d'Écosse, de Pologne, de Hongrie, de Malaisie et des Philippines. Ces visites leur ont permis de se familiariser avec les aspects concrets des pratiques optimales de promotion de l'investissement et de mieux comprendre la nécessité d'une approche intégrée pour attirer des IDE, ainsi que l'importance de partenariats efficaces entre secteurs public et privé.

✦ Ghana

En novembre 1998, dans le cadre de son programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE (décrit ci-dessous), MIGA a réuni 25 membres de haut rang de la représentation diplomatique du Ghana à Londres. Le Centre ghanéen de promotion de l'investissement a collaboré à cet atelier au titre du projet « Gateway » financé par la Banque mondiale. Comme les activités précédemment organisées à l'intention du personnel diplomatique, cet atelier a été centré sur les pratiques optimales de promotion de l'investissement. Le succès de cette réunion a conduit les gouvernements zambien, namibien, et tanzanien à demander à bénéficier d'activités similaires.

✦ Guinée

Une mission conjointe Banque mondiale – MIGA s'est rendue en Guinée en avril 1999 pour discuter avec les parties prenantes clés de la contribution de MIGA à l'élaboration d'une stratégie de promotion et à l'organisation d'un Forum des investisseurs pour examiner les possibilités d'investissement, le cadre de politique générale et les obstacles qui freinent la mobilisation d'IDE pour l'agro-industrie.

✦ Malawi

En août 1998, MIGA a préparé une évaluation du potentiel de développement du secteur minier et des besoins de renforcement des capacités du Département des Mines et des Services de levé géologiques du Malawi en vue de déterminer si les conditions se prêtaient à l'organisation d'un atelier sur la stratégie à suivre pour attirer des IDE dans le secteur minier (cet atelier aurait notamment pour objectif d'amorcer un dialogue sur la réforme du régime juridique et réglementaire du secteur minier). Cette évaluation a également donné lieu à la visite de quatre entreprises minières. Une autre mission, en mai 1999, a été chargée d'une évaluation institutionnelle de l'organisme national de promotion de l'investissement, qu'elle a aidé à se préparer au Forum économique mondial de juillet 1999.

✦ Mozambique

À la demande de l'unité Financement du secteur privé de la Région Afrique de la Banque mondiale, MIGA a évalué l'impact du projet financé par l'Association internationale de développement pour aider l'organisme mozambicain de promotion de l'investissement. Le Mozambique a également reçu une aide pour préparer sa participation au Forum économique mondial de Durban et à l'atelier sur les tendances mondiales des IDE devant avoir lieu immédiatement avant ce Forum sous les auspices de MIGA.

✦ Rwanda

À la demande de la Banque mondiale, le Bureau des services de promotion de l'investissement a envoyé une mission au Rwanda pour étudier et évaluer le projet de création d'un organisme national de promotion de l'investissement et du commerce dans le cadre de la stratégie d'aide au Rwanda. Cette mission a présenté des recommandations sur l'organisme que le gouvernement se propose de mettre en place et examiné les possibilités à moyen et long termes d'attirer des investissements étrangers au Rwanda.

✦ Tanzanie-Zanzibar

Pour faciliter l'établissement de liens d'investissement entre l'Afrique et l'Asie, le programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE a contribué à la planification et à l'organisation d'une mission d'investissement et de commerce. Une délégation de Tanzanie et de Zanzibar, présidée par le Ministre des Finances du Zanzibar, s'est ainsi rendue à Singapour, en Malaisie, et en Chine.

Évaluations institutionnelles régionales

En avril et en mai 1999, MIGA a préparé plusieurs évaluations institutionnelles des organismes de promotion de l'investissement du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Mali, et du Togo pour déterminer dans quels domaines une aide leur serait le plus utile.

Atelier régional

En collaboration avec l'Association des organismes africains de promotion de l'investissement, MIGA a convié en août 1998 à Johannesburg les organismes des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à son deuxième atelier africain sur la gestion des organismes de promotion de l'investissement. L'objectif était d'examiner les stratégies et les compétences mises par les dirigeants des organismes de promotion africains au service de la mobilisation d'IDE et aussi de donner aux participants la possibilité d'échanges de vues sur les principaux enjeux de l'effort de promotion de l'investissement. L'infrastructure, la privatisation, les tendances des IDE et l'agro-industrie ont compté parmi les thèmes discutés.

Programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE

Lancé par MIGA en 1998 et financé par le gouvernement japonais, le programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE (appelé autrefois programme Afri-IPA) est le premier programme d'assistance technique basé sur le terrain. Pour compléter les activités de son antenne régionale pour l'Afrique australe, situé en Namibie, PROMOUVOIR L'AFRIQUE a établi une nouvelle antenne locale et engagé un nouveau conseiller régional basé au Togo pour répondre aux demandes de services de renforcement des capacités reçues des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans le cadre de l'accord de partenariat conclu entre MIGA et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), une antenne a été créée au Cameroun pour aider le responsable de la promotion de l'investissement basé au Togo à fournir des services de renforcement des capacités en Afrique centrale.

Le programme a pour principal objectif de fournir localement des services professionnels d'assistance technique en vue du renforcement des capacités d'institutions comme les organismes de promotion de l'investissement, les chambres de commerce, les zones franches et les ministères sectoriels des pays d'Afrique subsaharienne. Ces activités s'appuient sur le travail déjà réalisé par MIGA en Afrique au cours des huit dernières années.

Un bon nombre d'activités du programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE ont un caractère transnational afin de faciliter l'échange de données d'expérience entre les pays africains et de signaler aux institutions extérieures et aux investisseurs potentiels les possibilités offertes par la région. Elles sont conçues de manière à intéresser le plus grand nombre possible de pays de la région, mais la fourniture de services d'assistance technique dépend de la demande. En outre, MIGA focalise ses services de renforcement des capacités sur un nombre limité de secteurs offrant les meilleures chances d'attirer des investisseurs.

À la suite de la Deuxième conférence internationale de Tokyo sur le développement africain en octobre 1998, le Programme des Nations Unies pour le Développement a demandé à PROMOUVOIR L'AFRIQUE de prendre en main, en collaboration avec d'autres organismes, la préparation du Forum Afrique-Asie qui se tiendra en Malaisie en octobre 1999. L'objectif de ce Forum est de promouvoir le commerce et les investissements entre l'Afrique et l'Asie.

Le programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE se distingue en particulier par la place faite à la formation de « partenariats ». MIGA a ainsi signé des accords de partenariat avec d'autres organisations internationales dont le Programme des Nations Unies pour le Développement, dans le cadre de son programme pour l'entreprise en Afrique et de jumelage des petites et moyennes entreprises, et avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, par l'intermédiaire de son centre régional de développement pour l'Afrique centrale. La formation d'alliances permet au programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE de tirer le meilleur parti de ses ressources limitées.

À L'APPUI DU PROCESSUS D'INTÉGRATION EN AFRIQUE, MIGA ET LA COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE ALLIENT LEURS EFFORTS POUR MIEUX AIDER LE SECTEUR PRIVÉ

La Commission régionale des Nations Unies et d'autres organisations africaines importantes comme l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Banque africaine de développement (BAD) réaffirment leur volonté de faciliter l'édification de la Communauté économique africaine. MIGA, ayant pour mission de promouvoir l'investissement étranger, a apporté des modifications stratégiques aux modalités de son aide en réponse à l'amélioration des perspectives relatives à l'investissement direct étranger en Afrique. La CEA et MIGA ont pour objectif commun d'aider le secteur privé à jouer son rôle dans la croissance économique et l'instauration d'un développement durable en Afrique.

Afin de multiplier les synergies de leurs programmes opérationnels, le Bureau des services de promotion de l'investissement de MIGA et la CEA ont formé un partenariat dans le cadre du programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE. Aux termes de l'accord conclu, la CEA a chargé un cadre supérieur de son bureau pour l'Afrique centrale d'assurer la liaison avec le programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE. (UNECA/Subregional Development Centre for Central Africa, PO Box 836, Yaoundé, Cameroon. <http://www.un.cm>)

Diffusion d'informations

Le Bureau des services de promotion de l'investissement met également l'Internet au service de la diffusion d'informations sur les possibilités d'investissement et le climat des affaires dans les États membres en développement.



La mise au point du site IPAnet permet à MIGA d'exploiter les possibilités offertes par l'Internet pour promouvoir l'investissement dans les pays en développement. Les organismes publics et privés opérant dans le secteur de l'investissement peuvent ainsi communiquer en ligne et avoir accès sur le même site à des données telles que :

- des informations sur les possibilités d'investissements directs dans la région
- des informations sur les textes législatifs et réglementaires régissant l'investissement étranger
- des informations et des analyses sur le climat de l'investissement dans les pays en développement
- des annuaires consultables en ligne et reliés aux sites web des organismes cités
- des nouvelles sur toutes questions et rencontres relatives à l'investissement

Avec plus de 15 000 utilisateurs inscrits, originaires de quelque 185 pays, IPAnet est considéré par l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA) et d'autres institutions multilatérales actives dans le domaine de la promotion de l'investissement comme le principal moyen informatique d'informer les organismes de promotion de l'investissement et les investisseurs internationaux. Ayant été l'un des premiers à mettre l'informatique au service de la promotion de l'investissement, et grâce à ses liens avec le Groupe de la Banque mondiale, IPAnet occupe une place exceptionnelle parmi la multitude des sites web d'informations commerciales.

IPAnet EN BREF

Le *Financial Times* a classé IPAnet parmi les finalistes, catégorie secteur public, de son concours du meilleur site web commercial de l'année 1998. Cette distinction a marqué une étape importante pour IPAnet. Ce concours vise en effet à appeler l'attention sur les sites web à caractère commercial qui montrent comment une utilisation efficace et novatrice des ressources offertes par l'Internet donne aux entreprises la possibilité de transformer leur approche et d'améliorer tangiblement leurs résultats, sous la forme d'une réduction de leurs coûts et/ou de l'augmentation de leurs recettes.

Le *Financial Times* avait déjà choisi IPAnet comme « meilleur site web de la semaine » en avril 1998. Selon l'article accompagnant cette annonce, IPAnet « est bien engagé sur la voie de la réussite, ses services se développent et sont de plus en plus appréciés par les banques, les organismes d'investissement et les sociétés du monde entier ».

Dans le cadre de ses activités promotionnelles, MIGA publie un bulletin « IPAnet Briefing » pour tenir la communauté internationale de l'investissement au courant des nouvelles et les rencontres pouvant les intéresser. Tous les utilisateurs inscrits reçoivent automatiquement ce bulletin par courrier électronique.



PrivatizationLink

<www.privatizationlink.com>

PrivatizationLink, fenêtre spécialisée d'IPAnet, offre des informations en ligne sur les opportunités d'investissement issues du désengagement de l'État des activités productives dans les pays en développement. Conçu en collaboration avec les Régions Afrique, Europe et Asie centrale de la Banque mondiale, PrivatizationLink a été inauguré en juin 1998.

PrivatizationLink permet aux organismes chargés de la privatisation de diffuser à travers l'Internet des informations sur les projets de privatisation et sur les éléments pertinents de la législation et la réglementation régissant ces transactions. Ce service décrit les entreprises dont l'État entend se désengager, en présentant notamment des données sur les activités précises de la société, la structure de son capital, sa main-d'œuvre, ses immobilisations, le plan de désengagement, la date limite de réception des soumissions, les données financières récentes, la situation de l'entreprise sur le marché, et son potentiel. Par ailleurs, les visiteurs du site peuvent y trouver des renseignements d'ordre général sur les organismes de privatisation, leurs programmes et des liens avec leurs sites web. Le « Business Directory » (Annuaire) contient des renseignements sur les points de contact utiles aux acteurs clés de la privatisation, tels que personnel des organismes de privatisation, banquiers et conseillers. La « Virtual Library » (Bibliothèque virtuelle) contient les textes des lois de privatisation, des données statistiques sur les transactions et les recettes, des liens avec d'autres sites web utiles, des références bibliographiques et le texte complet d'études. Le service suit également l'actualité des privatisations et donne un calendrier des rencontres ou événements pertinents.

PrivatizationLink permet aux investisseurs potentiels, consultants, juristes, comptables et autres intermédiaires intervenant dans les privatisations d'accéder en ligne à des documents de référence et à une information à jour sur les transactions. Quant aux organismes chargés de la privatisation, ils disposent ainsi d'un accès au web, qui vient compléter et renforcer leurs actions classiques de commercialisation, surtout lorsqu'ils n'ont pas encore leur propre site web. En améliorant la transparence et la disponibilité de l'information sur les projets de privatisation en cours, PrivatizationLink contribuera à accroître la participation des investisseurs étrangers aux transactions de privatisation, ainsi qu'aux flux d'investissement étranger vers les pays en développement.

Depuis le lancement de PrivatizationLink, le nombre d'inscriptions et de visites sur le site augmente régulièrement, en raison du caractère unique des informations fournies et de leur multiplication. Portant initialement sur six pays pilotes d'Afrique subsaharienne, PrivatizationLink couvre aujourd'hui une bonne partie de l'Europe de l'Est, de l'Asie centrale et un nombre croissant de pays africains. MIGA s'emploie désormais à élargir le service au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord.

PAYS D'AFRIQUE COUVERTS PAR PRIVATIZATIONLINK		
Afrique du Sud	Burkina Faso	Cameroun
Cap Vert	Côte d'Ivoire	Éthiopie
Gabon	Ghana	Kenya
Madagascar	Maroc	Mauritanie
Mozambique	Nigéria	Ouganda
Sierra Léone	Sénégal	Tanzanie
Tunisie	Zambie	

Au 30 juin 1999

Facilitation de l'investissement

Le Bureau des services de promotion de l'investissement de MIGA appuie les pays membres dans les efforts qu'ils déploient pour identifier et attirer des investisseurs potentiels dans les secteurs caractérisés par un vigoureux potentiel de croissance et de développement. Il apporte son concours à la conception, à l'exécution et au suivi des activités de promotion de l'investissement pour susciter l'intérêt pour une région ou un pays et à l'identification de pistes d'investissement. Alors que les activités de renforcement des capacités prennent de plus en plus la forme d'une assistance approfondie et personnalisée à un seul pays, les actions de facilitation de l'investissement consistent habituellement en rencontres axées sur un seul secteur mais couvrant plusieurs pays, de manière à générer la masse critique d'opportunités d'investissement nécessaire pour attirer les investisseurs, assurer l'efficacité quant au coût de l'action et obtenir la plus large collaboration possible. Les pays membres étant très demandeurs d'une assistance à la promotion de l'investissement dans les secteurs des mines et du tourisme, et ces secteurs se prêtant particulièrement bien à l'organisation d'actions sectorielles multipays, MIGA a fortement contribué à susciter l'intérêt des investisseurs pour ces secteurs par le biais de conférences et de missions de promotion de l'investissement.

Conférences

Les conférences de promotion de l'investissement dans un secteur ont attiré des représentants des pays à la recherche de capitaux, ainsi que des acteurs clés éventuellement désireux d'investir dans le secteur concerné, venus d'Amérique du Nord d'Asie et d'Europe.

Le Bureau des services de promotion de l'investissement de MIGA contribue de manière importante à faciliter les apports de capitaux d'investissement étranger au secteur minier africain. Au cours des cinq dernières années, MIGA a dispensé à de nombreux pays d'Afrique des services de conseil sur les meilleurs moyens d'attirer des capitaux du monde entier dans le secteur minier et a organisé une série de « colloques d'investissement » rassemblant investisseurs potentiels et pays à la recherche de capitaux pour des projets de prospection et d'exploitation. Les conférences⁶ sur le secteur minier organisées par MIGA ont eu lieu, les quatre premières en Amérique du Nord, avant de se déplacer sur le continent africain où s'est tenu, en novembre 1998, à Marrakech (Maroc), le « Cinquième symposium sur l'investissement minier en Afrique ». Premier du genre sur le continent africain, ce symposium était le fruit d'une collaboration entre MIGA, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, le gouvernement du Maroc et plusieurs organisations et sociétés privées. Le symposium de Marrakech a attiré environ 250 participants privés originaires des grands pays investisseurs, comme le Canada, les États-Unis, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni ; plus de 100 représentants de sociétés privées africaines à la recherche de capitaux ; et près de 100 délégués officiels représentant 23 pays africains. Au nombre des participants du secteur privé figuraient certains des plus grands noms de l'industrie minière internationale, ce qui montre que le potentiel d'exploitation minière majeure qu'offrent un grand nombre de pays africains est désormais connu au plan international.

S'inspirant d'un modèle mis au point à Denver en 1997, MIGA a organisé une table ronde à huis clos entre les responsables des délégations africaines et les PDG des sociétés minières avant le symposium du Maroc. Il s'agissait de stimuler le dialogue engagé sur la suppression des obstacles opposés à l'investissement privé, et sur le renforcement possible de la contribution de l'industrie minière au développement économique. La table ronde a donné le ton du symposium, en organisant les débats autour des tendances récentes de l'industrie minière mondiale et de leurs implications pour l'Afrique, de l'interface entre gouvernements et sociétés minières, et autour de la nécessité d'améliorer les consultations et l'impact sur le développement.



M. Motomichi Ikawa, Vice-président exécutif de MIGA, et son Excellence Monsieur Youssef Tahiri, Ministre marocain de l'Énergie et des Mines, président la cérémonie d'ouverture.

6. Notamment à Denver, Colorado, Toronto et Montréal, Canada.



Table ronde organisée par MIGA avant le symposium du Maroc sur le secteur minier en Afrique, à l'intention des chefs des délégations africaines et des dirigeants de grandes sociétés minières.

Missions d'investissement

Les pays africains participent de plus en plus aux missions d'investissement Sud-Sud organisées par MIGA pour faire connaître en Asie les opportunités d'investissement existant en Afrique. Ces missions donnent aussi à MIGA l'occasion d'offrir ses garanties, car les assureurs des pays d'Asie n'assurent pas, en règle générale, les investissements contre le risque politique, du moins lorsque leurs investisseurs s'engagent en Afrique.

MISSIONS D'INVESTISSEMENT EXTERNES ET INTERNES À L'AFRIQUE

- Mission de promotion de l'investissement au Ghana organisée en Afrique du Sud (septembre 1996)
- Mission de promotion de l'investissement au Ghana, organisée à Hong Kong, en République de Corée, en Malaisie et à Singapour (septembre 1995)
- Visite d'investisseurs miniers en Afrique de l'Ouest (Juin 1994)
- Visite d'investisseurs miniers en Zambie (Décembre 1994)
- Visite d'investisseurs miniers au Ghana (Décembre 1994)
- Mission d'investissement Sud-Sud en Asie du Sud-Est (1994)

Partenariats dans le secteur du tourisme

Le Bureau des services de promotion de l'investissement de MIGA continue à aider les pays membres en développement à définir des stratégies de création d'un secteur touristique viable dont l'investissement étranger constitue un élément clé. Le Bureau a récemment procédé à un examen de sa présence et de ses activités dans le secteur et s'emploie actuellement à intégrer les conclusions de cet examen à sa stratégie pour l'avenir.

Il continue aussi à nouer des relations de coopération, au sein du Groupe de la Banque mondiale et en dehors, pour encourager des activités de promotion du tourisme avec le secteur public aussi bien que le secteur privé.

Ainsi, en 1998, le World Travel and Tourism Council et l'Université George Washington ont convenu d'entreprendre un programme de travail de trois ans visant à identifier les facteurs qui freinent les investissements dans le tourisme et à apporter une assistance accrue aux pays

membres désireux d'attirer des capitaux étrangers dans ce secteur. Cette coopération entre une importante association privée, une institution multilatérale et un établissement universitaire permettra d'analyser les problèmes et fournira aux pays en développement une information en retour sur la manière de les traiter. Ces solutions s'appuient sur la préservation du cadre naturel et le patrimoine culturel et en maximisant la création d'emplois et les recettes touristiques. Aussi, la participation d'un établissement universitaire permettra de produire des études de cas utiles à des collaborations futures.

D'autres unités du Groupe de la Banque mondiale seront associées à cette collaboration selon le besoin. Ainsi, l'unité de promotion du secteur privé en Afrique est d'ores et déjà associée à l'élaboration d'un modèle d'expansion du tourisme pour l'Afrique au Troisième millénaire.

Face à l'inquiétude croissante que suscite le développement du tourisme du point de vue de la préservation de l'environnement, MIGA, en partenariat avec l'unité chargée de l'environnement à la Région Afrique de la Banque mondiale, a lancé un programme de promotion d'un développement du tourisme respectueux de l'environnement. Ce programme a pour objet d'orienter l'assistance apportée au secteur dans la région par la Banque mondiale. Il encouragera l'investissement direct étranger dans le tourisme africain et conduira à de nouvelles opportunités de financement et de développement d'un tourisme axé sur la nature et le patrimoine culturel.

Le programme prévoit notamment d'aider les gouvernements à instaurer un cadre (législatif et institutionnel) propre à favoriser la croissance d'un tourisme viable, à susciter des programmes d'enseignement et de formation de tous niveaux, et à encourager l'investissement local, régional et international.

Cette démarche associera de multiples secteurs dans la Région Afrique et fera appel aux ressources du Groupe de la Banque mondiale, entraînant des synergies grâce à la mise en commun des compétences et des ressources, et conduisant à une meilleure coordination des programmes des différents pays.



Compte tenu de leur énorme potentiel et des possibilités qui s'offrent à eux pendant le siècle à venir, les pays africains doivent désormais consolider tous les sérieux efforts de réforme qu'ils ont entrepris, de manière à pouvoir bénéficier de la libéralisation des échanges et des flux d'investissement dans un contexte mondial.

Moteur du développement, l'expansion du secteur privé est indispensable à l'accélération de la croissance, sans laquelle on ne peut faire reculer la pauvreté. Compte tenu du taux d'épargne traditionnellement faible du continent, il est crucial de faciliter l'investissement direct étranger. Dix ans après sa création, MIGA est mieux placé pour répondre aux besoins des pays hôtes d'Afrique, en fournissant une assistance technique mieux adaptée aux Organismes de promotion de l'investissement et ministères concernés grâce à la mise en place d'antennes de son programme « PROMOUVOIR L'AFRIQUE ». Par ailleurs, le programme de promotion extérieure permettra de cibler davantage de pays plus efficacement. De même, le programme de garantie de MIGA a pris de l'ampleur et pourrait désormais appuyer la quasi-totalité des projets remplissant les conditions requises en Afrique.

Les pays africains peuvent continuer à compter sur le partenariat de MIGA pour leur développement, et le renforcement de ces liens au cours du millénaire qui s'ouvre demeurera un aspect central de la mission de MIGA.

Annexe I

ÉTATS AFRICAINS MEMBRES DE MIGA

(au 30 juin 1999)

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud	Érithrée	Madagascar	Rwanda*
Angola	Éthiopie	Malawi	Sénégal
Bénin	Gabon*	Mali	Seychelles
Botswana	Gambie	Maurice	Sierra Leone
Burkina Faso	Ghana	Mauritanie	Soudan
Burundi	Guinée	Mozambique	Swaziland
Cameroun	Guinée-Bissau*	Namibie	Tanzanie
Cap-Vert	Guinée équatoriale	Niger*	Tchad*
Congo, Rép. du	Kenya	Nigéria	Togo
Congo, Rép. démocratique du	Lesotho	Ouganda	Zambie
Côte d'Ivoire	Libéria*	Rép. centrafricaine*	Zimbabwe

AFRIQUE DU NORD

Algérie	Égypte, Rép. arabe d'	Libye	Tunisie
Maroc			

* Pays qui ont ratifié la Convention, mais qui n'ont pas encore rempli toutes les conditions d'adhésion.

Annexe II

MIGA : PRINCIPAUX POINTS DE CONTACT POUR L'AFRIQUE

Département des garanties

Tél. : (202) 473-6167 / Fax : (202) 522-2630

Federica Dal Bono – Responsable de la promotion (informations générales) /

Tél. : (202) 458-9292

Stine Andresen – Responsable, Groupe développement général / Tél. : (202) 473-6157

William Dadzie – Souscripteur risques – pays, Groupe développement général / Tél. : (202) 473-4115

Groupes sectoriels

Peter Jones – Responsable, Finances et Syndications / Tél. : (202) 458-0443

Philippe Valahu – Responsable, Infrastructure / Tél. : (202) 473-8043

Patricia Veevers-Carter – Responsable, Industries extractives et télécommunications /

Tél. : (202) 473-0600

Roland Pladet – Responsable, Agro-industrie, Industries manufacturières et Services /

Tél. : (202) 473-2059

Bureau des Services de promotion de l'investissement

Tél. : (202) 474- 0394 / Télécopie : (202) 522-2650

David Bridgman – Responsable, Renforcement des capacités et facilitation des investissements

Tél. : (202) 473-0075 / Télécopie : (202) 522-2650

John Wille – Responsable, Produits et Services d'information

Tél. (202) 473- 2707 / Télécopie : (202) 522-2650

Ken Kwaku – Directeur, PROMOUVOIR L'AFRIQUE, Programme basé en Namibie

Tél. : 264 61 206 2224 / Télécopie : 264 61 239 770

Antennes du Programme PROMOUVOIR L'AFRIQUE

PROMOUVOIR L'AFRIQUE

Bureau régional pour l'Afrique Australe

Private Bag 13230

Windhoek, NAMIBIE

Tél. : 264 61 206 2213 / Télécopie : 264 61 239 770

PROMOUVOIR L'AFRIQUE

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

169 Boulevard du 13 janvier

Boîte postale 3915

Immeuble BTCl – 9^{ème} étage

Lomé, TOGO

Tél. : 288 21 56 35 / Télécopie : 228 21 78 56

Adresse postale du siège :

1818 H Street, N.W., Washington, DC 20433, USA

Adresse des bureaux du siège :

1800 G Street, N.W. , Suite 1200, Washington, DC 20433, USA

Internet :

Page d'accueil MIGA :

<http://www.miga.org>

Page d'accueil IPAnet :

<http://www.ipanet.net>

Page d'accueil PrivatizationLink :

<http://www.privatizationlink.org>

Page d'accueil de la Banque mondiale :

<http://www.worldbank.org>